

COALITION DES EXTRÊMES SUR L'ACCORD UE- MERCOSUR AU PARLEMENT EUROPÉEN – UN SIGNAL DÉVASTATEUR DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE TENDU

La FEDIL regrette la décision prise aujourd'hui en séance plénière du Parlement européen de renvoyer la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur à la Cour de justice de l'Union européenne. Cette démarche est de nature à entraîner un retard inutile dans la mise en œuvre d'un accord structurant pour la position de l'Union européenne sur la scène internationale.

Cette décision intervient dans un contexte géopolitique marqué par des tensions croissantes et à un moment où la nécessité de diversifier les marchés d'exportation et d'importation de l'Europe n'a jamais été aussi évidente. Dans ce cadre, la FEDIL s'inquiète du fait que des forces politiques aux visions très divergentes fassent coalition autour d'une position qui affaiblit la capacité de l'Union européenne à agir de manière stratégique, alors même que la situation actuelle exige clarté, responsabilité et cohérence.

Après plus de vingt-cinq années de négociations, la ratification rapide de l'accord UE-Mercosur aurait constitué un signal fort de la capacité de l'Europe à conclure des partenariats commerciaux ambitieux et équilibrés, tout en tenant compte des préoccupations légitimes exprimées, notamment en matière de durabilité ainsi que de normes sociales et environnementales. Ces préoccupations ont été prises au sérieux et ont donné lieu à des avancées et à des garanties substantielles.

La FEDIL se dit profondément préoccupée par les conséquences économiques et



géopolitiques d'un nouveau retard dans l'entrée en vigueur d'un accord d'une telle importance. Plusieurs analyses ont déjà mis en évidence le coût significatif des reports successifs, tant en termes d'exportations que de croissance pour l'Union européenne. Tout délai supplémentaire ne fera qu'accentuer ces pertes, à un moment où l'économie européenne a un besoin urgent de nouvelles opportunités de croissance.

La FEDIL appelle dès lors l'ensemble des décideurs concernés à examiner rapidement les différentes options possibles et à œuvrer de manière constructive afin de permettre une mise en œuvre rapide de l'accord UE-Mercosur, dans l'intérêt de la compétitivité de l'économie européenne, de ses entreprises et de l'emploi.

CONTACT DE PRESSE FEDIL

Laurence Kayl

laurence.kayl@fedil.lu

+352 43 53 66-617